

# Rentrée scolaire

LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 AOÛT 2018



LAB-ÉCOLE

## Les écoles de demain en pleine élaboration

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

**D**ébut juin, les sept projets sélectionnés par le Lab-école ont été annoncés et c'est maintenant le moment de former, pour chacune des écoles, un comité de travail multidisciplinaire afin de créer les milieux scolaires de demain au Québec. Ces écoles viseront un meilleur bien-être des élèves et du personnel scolaire grâce à un environnement physique stimulant qui favorise l'activité physique et une saine alimentation. Le choix des concepts devrait être réalisé en décembre, pour lancer les concours d'architecture au début 2019 et livrer les écoles en 2021.

« Lorsque nous nous sommes engagés dans le Lab-école, il était clair que nous ne voulions pas produire un rapport. Nous voulions créer des écoles », affirme Pierre Thibault, architecte et cofondateur du Lab-école avec le chef Ricardo Larrivée et Pierre Lavoie, créateur du Grand Défi Pierre Lavoie et des cubes d'énergie.

Issus de disciplines différentes, ils ont tous le même constat après avoir visité plusieurs écoles ici et à l'étranger : il y a beaucoup à faire pour améliorer la qualité des milieux scolaires au Québec.

Et ils ont reçu un accueil enthousiaste dans les écoles. « Les enseignants se dévouent pour leurs élèves, mais leurs environnements de travail sont vraiment ingrats, affirme Pierre Thibault. Plusieurs avaient même arrêté de rêver parce qu'ils n'entendaient que parler de coupes budgétaires depuis des années. Nous venons de l'extérieur du milieu de l'éducation et nous leur disons que ce qu'ils font est important et que nous les soutiendrons. Ils

sont heureux, parce qu'il y a tellement de besoins. Une école bien pensée peut avoir un impact incroyable sur la vie des élèves, des enseignants et de la communauté. »

### Les incontournables de l'école de demain

Le Lab-école, une initiative lancée en novembre dernier, a regardé les données probantes afin de voir les éléments essentiels qui font d'une école un succès.

« Par exemple, une étude anglaise montre qu'avec un espace de qualité, qui comprend de la lumière naturelle, une bonne acoustique, une température optimale en classe et une bonne qualité de l'air, le taux de décrochage diminue de 18% », affirme Pierre Thibault.

La cour d'école sera aussi un élément central des écoles du futur. « De l'asphalte et une clôture en broche qui créent de grands îlots de chaleur : la majorité des cours d'école ont l'air de parcs à chiens au Québec alors qu'en Suède, les cours ressemblent à de grands parcs parce qu'on exige un minimum de nature par enfant », explique Pierre Thibault, qui a visité beaucoup d'écoles à l'étranger, notamment avec ses étudiants en architecture de l'Université Laval.

Le Lab-école souhaite aussi éviter les modules en plastique où les jeux sont décidés d'avance pour laisser place à des environnements de jeu plus naturels avec des rondins notamment, où les enfants peuvent laisser aller leur créativité.

« Pour développer leur littératie physique, les enfants de 0 à 10 ans doivent sauter, culbutter, grimper, lancer des objets », explique Pierre Lavoie.

Les jardins communautaires et les serres sont aussi

VOIR PAGE C 2 : LAB-ÉCOLE

La lumière naturelle ne manque pas dans l'école IKC Zeven Zeeën, à Amsterdam, aux Pays-Bas.

MOKE ARCHITECTEN



Des classes sans professeur  
C 2



Élever l'éducation au rang de priorité nationale  
C 4

# RENTÉE SCOLAIRE

## Des classes sans professeur

D'année en année, l'histoire se répète: la rentrée met en lumière le manque de personnel enseignant. Pourquoi?

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

L'an dernier, au premier jour d'école à la Commission scolaire de Montréal (CSM), 70 classes se retrouvaient sans titulaire. «Et cette année, ça risque d'être encore assez important», est convaincue Catherine Renaud, présidente du CA de l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal. Pour l'instant, dans les écoles primaires et secondaires, plusieurs postes sont encore à pourvoir. Des postes de professeur titulaire, d'autres en adaptation scolaire, ainsi que dans les classes d'accueil, où il va manquer d'enseignants en soutien linguistique.

Le phénomène ne date pas d'hier. «Traditionnellement, il manque d'enseignants en adaptation scolaire parce que les besoins sont criants à la CSM, explique Catherine Renaud. On y trouve de nombreux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. On parle d'un élève sur cinq au primaire, et le chiffre passe à un sur trois au secondaire, et certains de ces élèves devront être dirigés vers des classes spécialisées.»

Depuis quelques années, le phénomène prend de l'ampleur, et principalement au primaire, où l'on manque de titulaires et de professeurs en classes d'accueil. «Les compressions ont joué un rôle important dans cette pénurie, mais aussi les conditions d'enseignement, qui sont de plus en plus difficiles», se désole la présidente. Cela s'explique selon elle par l'intégration de plus en plus fréquente d'élèves en difficulté dans les classes ordinaires: «Il n'est pas rare que, dans une classe ordinaire, plus de la moitié des élèves se trouvent en difficulté», continue Catherine Renaud. Ça représente une surcharge de travail, et on demande aux professeurs de réaliser la tâche presque impossible de faire réussir tous ces élèves dans les délais prévus.»



Depuis quelques années, le phénomène de classe sans professeur prend de l'ampleur, et principalement au primaire.

BERTRAND LANGLOIS AGENCE FRANCE-PRESSE

Le phénomène s'explique en partie par la difficulté de recruter de nouveaux enseignants. En effet, depuis les cinq dernières années, on constate une baisse du nombre d'inscriptions en faculté d'éducation. La profession n'attire plus comme avant: «Et une fois en poste, ils se heurtent à une dure réalité!» regrette la présidente.

«La rentrée, ce n'est pas jojo pour les professeurs, et il y aura sans doute certains collègues qui seront en congé de maladie», continue M<sup>me</sup> Renaud. Elle affirme recevoir régulièrement des appels de détresse de la part de professeurs

pour qui la seule solution est de se mettre en congé de maladie.

Si le décrochage des jeunes enseignants est largement documenté, on parle moins souvent de celui des professeurs d'expérience. «On rencontre des professeurs avec cinq, dix, quinze, vingt ans d'expérience qui voient leur situation se dégrader et qui sont témoins du manque de services offerts aux élèves, soulève M<sup>me</sup> Renaud. Ils sont placés devant des situations éthiques complexes. Le système est malade et mal financé, et même si on réinvestit ce qui a été coupé, la situation ne reviendra pas à la normale avant 2028,

selon les annonces budgétaires du ministère. Il n'y a rien d'encourageant dans tout ça.»

### D'autres défis de taille

La CSM doit aussi faire face à un autre défi: son parc immobilier est dans un état de délabrement parfois avancé. On se souvient que certaines écoles ont même dû être reconstruites et des projets de réhabilitation sont toujours en cours. «S'il y a eu un travail important qui a été fait par la CSM pour déceler les différentes sources de problèmes, il faut maintenant obtenir l'argent nécessaire pour intervenir

et accomplir les travaux», déclare Catherine Renaud.

«On sent que notre travail dans l'école publique est dévalorisé parce que l'école publique elle-même est dévalorisée, conclut Catherine Renaud. Dans l'ombre de la campagne électorale qui s'amorce, aucun parti n'a encore affirmé qu'on doit choisir l'école publique et qu'on doit cesser le financement des écoles privées. Est-ce qu'on va finir par le choisir, ce projet qu'on s'est donné il y a cinquante ans grâce à Paul Gérin-Lajoie? Est-ce qu'on va se l'approprier, ou est-ce qu'on va le laisser aller? Ça va venir, je l'espère!»



À l'école South Arbour, à Copenhague, au Danemark, la cour forme un «U», est orientée côté soleil et se termine par des gradins qui permettent d'accéder aux classes.

JJW-ARCHITECTS

## LAB-ÉCOLE

SUITE DE LA PAGE C 1

des façons de verdir les cours d'école. Les récoltes permettent ensuite de réaliser des projets scolaires liés à la saine alimentation. L'équipe du Lab-école a constaté que certains projets du genre ont déjà été mis en place dans des écoles du Québec, mais elle en voudrait davantage.

On rêve aussi de toitures extérieures sous lesquelles les enfants pourront se réfugier en cas de pluie lors des récréations. Ou se protéger du soleil lorsque les enseignants donneront des classes à l'extérieur.

Les alentours de l'école seront aussi pensés pour que les enfants puissent marcher ou prendre leur vélo pour aller à l'école.

«Les trottoirs près de l'école doivent être déneigés en priorité, les intersections doivent être sécurisées et des pistes cyclables doivent être aménagées afin de créer un environnement favorable aux enfants et c'est la responsabilité des villes, affirme Pierre Lavoie. Sinon, les parents vont reconduire leurs enfants à l'école et c'est un pas vers la sédentarité.»

Les comités de travail des sept projets retenus incluront d'ailleurs des représentants de la municipalité, de la commission scolaire, de l'école et de la communauté afin de susciter de réels changements.

Par exemple, une première rencontre a été réalisée à Shefford, une municipalité de 7000 habitants près de Granby qui aura avec le Lab-école sa première école primaire.

«La municipalité construira une

bibliothèque tout près de l'école et aménagera des pistes cyclables, puis le parc national à proximité sera mis à profit, raconte Pierre Lavoie. Le milieu est vraiment mobilisé.»

### L'heure des choix

Les comités de travail pour les sept écoles sont en train d'être créés et l'élaboration des projets se déroulera cet automne. L'équipe du Lab-école proposera des modèles inspirés des meilleurs exemples vus au Québec et ailleurs pour aménager les classes, le gymnase, les vestiaires, la cafétéria, etc. «Les comités feront leurs choix en fonction de la réalité de l'école», affirme Pierre Thibault.

Les concours d'architecture devraient être lancés vers le début de 2019. «On veut que plusieurs équipes d'architectes se penchent sur un même projet pour que les comités prennent le temps d'analyser les propositions et que la décision soit prise au printemps», précise M. Thibault.

Les nouvelles écoles doivent être livrées en 2021. Le Lab-école fera ensuite le bilan.

«On met la barre haute, mais on se donne droit à l'erreur même si c'est certain qu'on fera un bond important par rapport à ce qu'on avait, affirme Pierre Thibault. Certaines écoles fonctionneront sûrement mieux que d'autres, alors on fera une analyse.»

Le Lab-école souhaite également pouvoir lancer de nouveaux projets l'an prochain avec des écoles secondaires. «Nous voulons avoir un corpus de 10 à 12 projets réalisés afin de tirer de bonnes conclusions», ajoute M. Thibault. Parce qu'à terme, il faudra que le Québec s'attaque à la transformation de toutes ses écoles.»

**Le Lab-école a regardé les données probantes afin de voir les éléments essentiels qui font d'une école un succès**

## COURS D'ART

Pour tous les âges et tous les niveaux



Centre des arts visuels

École d'art • Galerie McClure • www.centredesartsvisuels.ca  
350 avenue Victoria, Montréal ☎ Vendôme T 514-488-9558

### Les 7 projets choisis pour le Lab-école

**Québec:** réhabilitation du site de l'ancienne école Stadacona et agrandissement pour en faire une école primaire. Investissement de 7,7 millions.

**Rimouski:** construction d'une école primaire. Investissement de 17,9 millions.

**Shefford (secteur est de Granby):** construction d'une école primaire. Investissement de 13,2 millions.

**Montréal:** construction d'une école primaire sur le site du pavillon des Sœurs-Grises de l'Université Concordia. Investissement de 4 millions.

**Maskinongé:** agrandissement de l'école primaire Saint-Joseph. Investissement de 6,4 millions.

**Gatineau:** agrandissement de l'école primaire Pierre-Elliott-Trudeau. Investissement de 7,6 millions.

**Saguenay:** transformation des espaces à l'école primaire Antoine-de-Saint-Exupéry. Investissement de 3 millions.

## RENTRÉE SCOLAIRE

## L'élève maître de ses apprentissages n'est plus réservé à l'école alternative

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

Les projets où l'élève prend en main son cheminement scolaire pour réussir commencent à faire leur apparition à l'extérieur du réseau des écoles alternatives. L'objectif: mieux répondre aux besoins de différents types d'élèves. Voire de tous les élèves.

Cet automne, les parents qui souhaitent inscrire leur enfant en première secondaire au pensionnat du Saint-Nom-de-Marie (PSNM), dans Outremont, peuvent poser leur candidature pour la formule FLEX. Cette initiative offrira le même projet éducatif et les mêmes enrichissements que l'enseignement ordinaire, mais dans un cadre plus souple où l'élève sera maître de son horaire et de son rythme d'apprentissage.

Cet établissement d'enseignement secondaire privé pour filles vise principalement avec ce programme les élèves artistes ou sportives de haut niveau souvent absentes de l'école. Tout comme les élèves douées qui voudraient avancer plus rapidement pour réaliser des projets ou des stages avec des partenaires, comme des universités ou des entreprises. Ou encore, les élèves en difficulté qui souhaiteraient intégrer des périodes d'orthopédagogie à leur horaire, ou simplement ralentir le rythme.

«Des enseignants ont montré une grande motivation à développer cette formule plus flexible, alors nous avons travaillé ensemble pour élaborer ce projet», explique Jessika

Valence, directrice des services pédagogiques au PSNM.

**Nouvelles façons d'enseigner, nouveaux locaux**

La nouvelle formule entraîne toute une révolution chez les enseignants qui ne sont pas syndiqués au PSNM. Ils sont quatre à se lancer dans l'aventure, épaulés par quelques collègues qui viendront donner différents ateliers. Ils seront à la fois des experts disciplinaires, et pourront enseigner quelques matières, en plus de devenir des tuteurs pour superviser les élèves dans leur planification de la semaine.

«Il n'y aura pas de formule toute faite», affirme Jessika Valence. Certains élèves auront besoin d'assister à plusieurs ateliers, d'autres voudront davantage apprendre en réalisant des projets. L'important, ce sera que l'élève démontre qu'il a acquis des compétences.»

La formule FLEX a aussi nécessité l'aménagement de nouveaux locaux. Le groupe du projet pilote s'installera dans un espace modulable avec tables hautes, bean bags et chaises berçantes, où on peut écrire sur les murs et sur les tables. Les élèves auront aussi accès à un nouveau laboratoire de fabrication numérique équipé notamment d'imprimantes 3D.

Au collège Saint-Bernard (CSB), à Drummondville, le virage de l'enseignement personnalisé a été pris il y a 10 ans avec les élèves en difficulté, à la demande des parents. Pour rebâtir l'estime de soi de ces jeunes, une petite équipe d'enseignants partage l'ensemble de la matière et suit les élèves tout au long



Si l'élève n'arrive pas à remplir ses engagements au bout de la semaine, il devra utiliser sa période d'activité du vendredi pour terminer son travail.

COLLÈGE SAINT-BERNARD

de leur secondaire en s'adaptant à leur rythme.

«Si un élève a eu de la difficulté en fin d'année avec certaines notions, ou s'il a dû s'absenter, on ne le fera pas reprendre son année, mais l'enseignant reverra cette matière avec lui au début de l'année suivante», explique Dominique Guévin, directeur général du CSB.

**Un programme prometteur**

Lancé avec à peine 10 élèves, le programme en accueil maintenant 75 et a une liste d'attente.

Avec une légère adaptation, cette formule a commencé à être implantée l'an dernier au premier cycle du secondaire dans les programmes de sports/arts-études.

«Les enseignants se rencontrent pour faire leur plan de match de la semaine, puis les élèves créent leur horaire et le font approuver par leur tuteur», détaille Dominique Guévin.

Si l'élève n'arrive pas à remplir ses engagements au bout de la semaine, il devra utiliser sa période d'activité du vendredi pour terminer son travail.

«Lorsqu'on impose une cadence, l'élève se pose en victime, mais lorsqu'il décide de son horaire, on lui apprend à assumer ses choix», explique M. Guévin. Au début, plusieurs élèves se font reti-

rer leurs activités, mais ils s'arrangent pour que ça n'arrive plus. Certains n'ont même jamais de devoirs parce qu'ils font tout le travail en classe.»

Pour offrir un environnement adapté à cette formule d'enseignement, le CSB a réaménagé une aile de l'école: les pupitres ont été éliminés, les fenêtres servent de tableaux, les enseignants sont en mouvement autour des tables de travail collaboratif et autour des stations debout.

De grands changements se sont produits aussi dans le travail des enseignants, qui sont syndiqués au CSB. «Il a fallu rouvrir les conventions collectives», explique M. Guévin. Leurs périodes réservées à l'encadrement se passent maintenant en classe. Les enseignants travaillent en collaboration. Ils ont plus de matière à s'approprier, mais ils ont beaucoup moins d'élèves, alors ils apprennent à mieux les connaître et ils tissent des liens plus riches. Les études prouvent que la qualité de la relation humaine joue un rôle important dans la réussite des élèves.»

En mai, le CSB gagnait pour cette initiative le prix Innovation projet éducatif – secondaire de la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP).

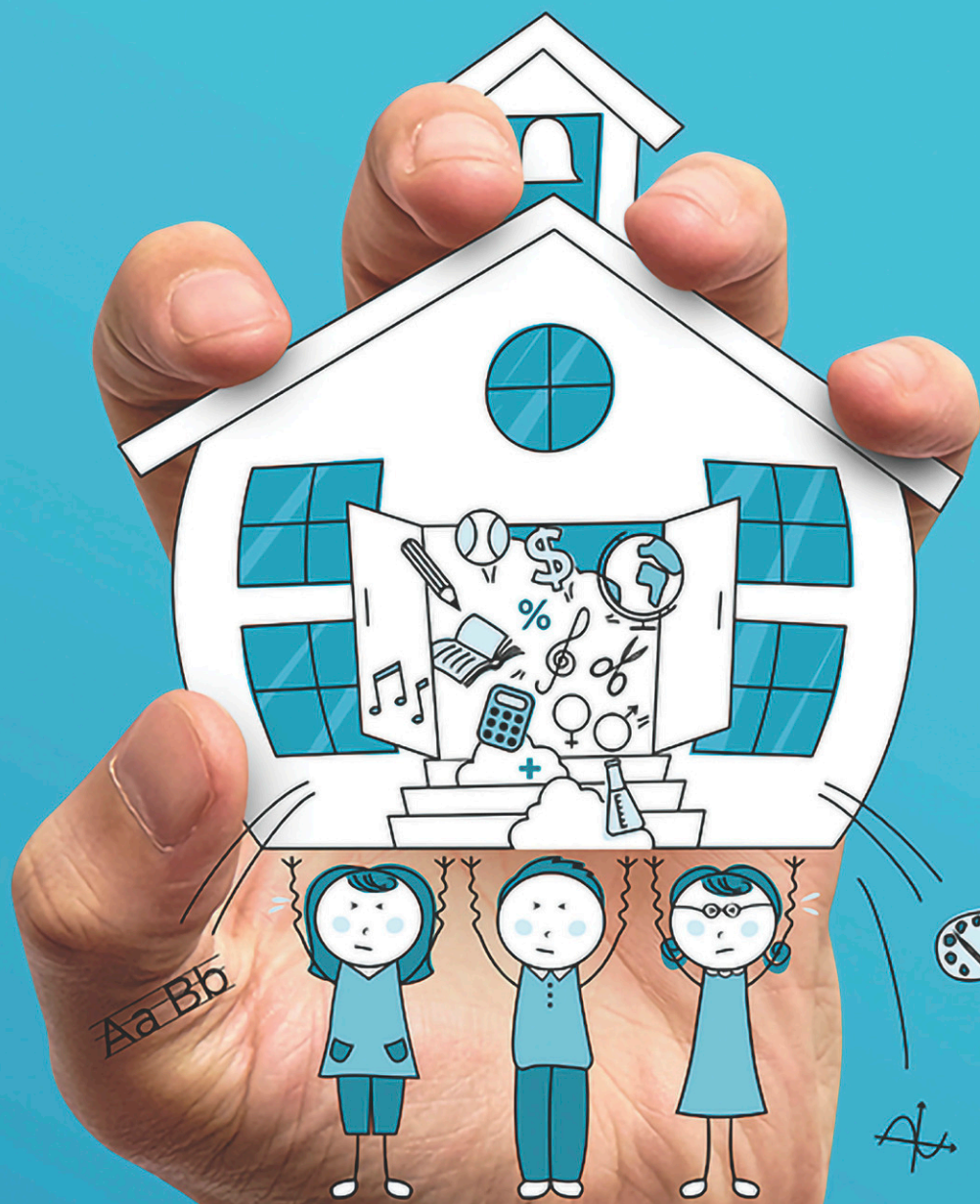
Cette année, le CSB a étendu son système à la moitié des élèves du secondaire. Un projet pilote a même été lancé au primaire et à la maternelle.

«Les enseignants sont motivés parce qu'ils voient des gains», explique Dominique Guévin. D'ailleurs, les premiers enseignants à se joindre au projet auraient pu retourner au système ordinaire l'année suivante, mais aucun ne l'a fait.»

L'an prochain, toute l'école sera convertie. Le CSB a d'ailleurs procédé à la transformation de sa deuxième aile, qui sera prête dans les prochaines semaines.

Au PSNM, un projet d'agrandissement pour donner plus d'espace à la formule FLEX pourrait aussi être réalisé dans les prochaines années.

«En théorie, la nouvelle formule pourrait s'adresser à tous», affirme Jessika Valence. Ce que nous souhaitons, c'est donner le cadre idéal à nos élèves pour qu'ils deviennent des adultes responsables, dotés d'un jugement critique et d'une grande créativité, capables de collaborer avec des gens et avec des outils. Mais jusqu'où ira-t-on avec cette formule? Je ne peux pas m'avancer. Nous commençons par travailler au succès du projet pilote.»



# L'ÉCOLE SOUS PRESSION, ÇA SUFFIT!

## ENGAGEZ-VOUS POUR L'ÉDUCATION!



Centrale des syndicats  
du Québec

lacsq.org

## RENTRÉE SCOLAIRE

CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC

## Élever l'éducation au rang de priorité nationale

JEAN-FRANÇOIS VENNE

Collaboration spéciale

« Avec le retour des surplus budgétaires et l'approche des élections, le gouvernement annonce des réinvestissements dans l'éducation, mais ils ne suffiront pas pour rattraper le retard accumulé pendant quatre années de compressions », lance Sonia Éthier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Dans son budget de mars 2018, le gouvernement s'est engagé à ce que la croissance des dépenses en éducation atteigne 3,5% par année. Pour la seule année 2018-2019, la croissance des dépenses de programmes dans ce secteur sera de 5%. Elle avait atteint 5,4% en 2017-2018, après des années de vaches maigres.

Pendant une période d'austérité de quatre ans, le gouvernement libéral a effectué des compressions de près d'un milliard de dollars dans les réseaux d'éducation préscolaire, primaire et secondaire, de près de 430 millions de dollars aux niveaux collégial et universitaire et de 350 millions de dollars dans les services à la petite enfance, peut-on lire dans le mémoire prébudgétaire de la CSQ, remis au ministre des Finances du Québec en février 2017.

« Ces coupes ont compromis l'égalité des chances pour les jeunes au Québec, en se traduisant par un manque de ressources, du préscolaire jusqu'à la formation professionnelle et l'éducation des adultes », poursuit la présidente. Elle rappelle que bien des écoles manquent de psychologues, d'orthophonistes et d'autres professionnels pour aider les enfants en difficulté, de sorte qu'un certain nombre d'entre eux se retrouvent sur des listes d'attente. Selon la CSQ, il est bien que le gouvernement soutienne qu'il faut agir tôt auprès des enfants et miser sur la prévention, mais il devient diffi-

cile d'y arriver lorsque l'on manque de moyens pour les évaluer et intervenir auprès d'eux.

**Décentralisation budgétaire**

Plusieurs décisions financières du gouvernement ont compliqué la tâche des écoles au cours des dernières années. Bien sûr, les compressions ont fait mal. La dynamique investissements-compressions-réinvestissements cause beaucoup d'incertitude à court terme. Les dirigeants des commissions scolaires et des écoles ne savent pas ce que leur réserveront les budgets d'année en année. « Le secteur de l'éducation a besoin de stabilité financière à long terme », affirme Sonia Éthier.

Cependant, d'autres décisions peuvent aussi peser, comme la décentralisation budgétaire. Traditionnellement, les commissions scolaires reçoivent des enveloppes budgétaires réservées à des objectifs et à des services précis. Elles ont l'obligation de répartir ces sommes entre les écoles de manière à favoriser l'égalité des chances. C'est donc dire qu'elles peuvent octroyer plus d'argent pour un service ou un objectif précis à une école qui en éprouve le besoin. Lorsque l'on décentralise les budgets et que l'on envoie l'argent directement dans les écoles, ces dernières doivent se contenter des sommes qui leur sont remises, peu importe leurs besoins. Un enjeu majeur pour la CSQ. Elle craint que certaines écoles dans des milieux défavorisés ne perdent au change.

**Bonbons politiques**

La campagne se veut bien sûr une belle occasion de discuter d'éducation, mais elle permet surtout aux partis de courtiser l'électorat en rivalisant de promesses dont on ne sait pas toujours si l'espérance de vie dépassera le jour du vote.

Cette année ne semble pas faire exception. Encore dernièrement, la



Dans son budget 2018, le gouvernement s'est engagé à ce que la croissance des dépenses en éducation atteigne 3,5% par année.

UNSPASH

Coalition avenir Québec s'engageait à rétablir un tarif unique de 8,05\$ par jour dans les garderies. Une promesse identique à celle prise par le Parti québécois en janvier dernier. Celui-ci souhaite en plus réduire de moitié ce tarif pour le deuxième enfant et l'abolir à partir du troisième, voire le rendre gratuit pour certains ménages.

Des promesses intéressantes pour les familles, mais dont Sonia Éthier se méfie un peu, les qualifiant de « bonbons politiques ». Ce

qu'il faut, selon elle, c'est un réinvestissement massif à tous les niveaux de l'éducation, sur plusieurs années, afin de donner aux écoles les moyens de remplir leur mission. Elle souhaite aussi que les professionnels de l'éducation soient réellement consultés et que l'on tienne compte de leur expertise dans les politiques d'éducation.

La Centrale rassemble 11 fédérations regroupant 240 syndicats affiliés. Elle fera parvenir à ses quelque 200 000 membres (dont 130 000 en-

viron font partie du personnel de l'éducation en 2015) une analyse du bilan des libéraux en éducation, de même que des engagements en éducation et dans les autres services publics présents dans les plateformes des partis politiques.

« Le prochain gouvernement devra redorer le blason de l'éducation publique au Québec et en faire une priorité non seulement pendant la campagne, mais aussi après son arrivée au pouvoir », soutient Sonia Éthier.

## Pour des solutions concrètes en enseignement supérieur

Le deuxième rendez-vous des États généraux de l'enseignement supérieur, qui avait lieu en mai dernier, a permis aux principaux acteurs des cégeps et des universités de revisiter cette vision humaniste de l'éducation que tous portent à bout de bras.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

Le collectif à l'origine des États généraux de l'enseignement supérieur (EGES) regroupe tous les partenaires du milieu. Le projet de ces états généraux a été mis sur pied en 2015 à la demande des membres des syndicats, qui ont ressenti une grande frustration lors de la conclusion du Forum sur l'éducation tenu par le Parti québécois. « On est restés sur notre faim à plusieurs égards parce que l'exercice avait été mené de manière collective, mais il était très court et très encadré », rappelle Caroline Quesnel, présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ). « Lors de consultations, le gouvernement restreint souvent la perspective, ce qui crée un discours ciblé en fonction de ses attentes et non pas en fonction des attentes du milieu. »

Pour ces EGES, on a choisi d'y aller par étapes afin de susciter une réflexion dans les rangs et ainsi bâtir un collectif. « C'est une des originalités des EGES; autour de la table, il y a un collectif composé de tous les intervenants en enseignement supérieur tant au cégep qu'à l'université, des chargés de cours, des professeurs, des employés de soutien, des chercheurs... et des étudiants », explique Caroline Quesnel. C'est ainsi que, lors d'un premier rendez-vous à Québec en mai 2017, trois grands thèmes ont émergé, trois grands fils conducteurs qui ressortent comme autant de préoccupations majeures du milieu: le financement, l'administration et la précarité. Ce sont ces thèmes qui ont été abordés lors du

deuxième rendez-vous des EGES en mai dernier.

**Revendications collectives**

Le financement est toujours au cœur des revendications des partenaires du collectif, et de la FNEEQ en particulier. « On le sait, le réinvestissement consenti par le gouvernement lors du dernier budget n'est pas à la hauteur, ce n'est même pas un rattrapage par rapport à ce qu'on avait il y a cinq ou six ans. Cette perte est très dangereuse puisqu'elle amène les administrations d'université ou de cégep à se considérer comme des entités qui doivent générer des revenus. On entre alors dans une logique où l'enseignement est perçu comme une marchandise », déplore Caroline Quesnel.

Le collectif revendique un véritable réinvestissement parce que l'enseignement est au centre d'un projet social et que l'école a besoin d'être indépendante pour remplir sa mission qui est de former des individus dans une perspective qui se veut le plus large possible, avec le moins de contraintes et le plus d'humanisme possible. Et c'est, selon Caroline Quesnel, le financement qui permet d'y arriver.

La gouvernance, la gestion et la transparence sont d'autres éléments déterminants du projet. « C'est la revendication de tous les acteurs du milieu: avoir son mot à dire, que ce soit dans les CA, dans les conseils d'études ou dans le processus de réflexion, dit la présidente. C'est l'inclusion et la transparence qu'on réclame. »

Le troisième thème discuté regroupe les précarités, et on a bien insisté sur le pluriel de ce thème, explique Caroline Quesnel. « On considère ici non seulement les conditions de travail du personnel, mais aussi les conditions d'études des étudiants, puisqu'eux aussi ont à conjuguer plusieurs rôles. »

Ces conditions ont un impact direct sur la santé psychologique, et particulièrement sur celle des étudiants puisqu'ils subissent une immense

« On le sait, le réinvestissement consenti par le gouvernement lors du dernier budget n'est pas à la hauteur, ce n'est même pas un rattrapage par rapport à ce qu'on avait il y a cinq ou six ans »

VOIR PAGE C 6 : SOLUTIONS

**L'inis**  
Centre de formation



**PORTES OUVERTES**  
Mercredi 5 septembre  
de 16 h à 19 h

Cinéma - Télévision - Médias interactifs

inis.qc.ca



Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du Devoir, grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes. Pour toute information sur le contenu, vous pouvez contacter Aude Marie Marcoux, directrice des publications spéciales, à [amarcoux@ledevoir.com](mailto:amarcoux@ledevoir.com). Pour vos projets de cahier ou toute autre information au sujet de la publicité, contactez [iDmedia@ledevoir.com](mailto:iDmedia@ledevoir.com).

## RENTRÉE SCOLAIRE

FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT

## À la défense de l'école publique

JEAN-FRANÇOIS VENNE

Collaboration spéciale

Au Québec, un peu plus d'un élève du secondaire sur cinq fréquente une école privée. Or, le financement de ces établissements provient en majeure partie (plus de 70%) de l'État. En guise de comparaison, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ne financent pas leur réseau privé. Cela fragilise le réseau scolaire public québécois, selon Sylvain Mallette, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). La FAE, qui représente près de 34 000 enseignantes et enseignants avec ses huit syndicats affiliés, compte bien en faire un enjeu électoral important.

«Les écoles privées sélectionnent leurs élèves à l'entrée, contrairement aux écoles publiques, rappelle Sylvain Mallette. Elles n'assument pas la même mission que les écoles publiques, mais siphonnent une part significative du financement de l'État, privant le réseau public de ressources importantes.»

Pour l'instant, seul Québec solidaire s'est engagé à éliminer graduellement le financement public du réseau privé. Le Parti québécois propose de lier une partie du financement à l'accueil d'élèves en difficulté, alors que libéraux et caquistes favorisent le *statu quo*.

## Qui dit quoi sur l'éducation ?

La FAE met en ligne pour la durée de la campagne électorale un outil pour comparer les positions des partis en éducation, destiné à l'ensemble des Québécois. «L'idée n'est pas de dire aux gens pour quelle formation politique voter, mais simplement de rappeler les enjeux en éducation et les positions des partis à leur égard», précise le président. Il ajoute que la fédération ne donnera pas non plus de consigne de vote à



Au Québec, environ un enseignant au primaire et au secondaire sur cinq quitte l'enseignement après cinq ans de carrière.

15700K

ses membres.

La FAE compilera les engagements inscrits sur les plateformes électorales ou annoncés publiquement par les partis. Elle notera aussi le mutisme de certaines formations sur des enjeux liés à l'éducation, puisqu'en politique, le silence parle parfois plus fort que les mots.

Le Parti libéral du Québec se trouve bien sûr dans une situation différente de ses rivaux. Au pouvoir presque sans interruption depuis 2003, il a un long bilan à défendre. La FAE ne se privera pas de rappe-

ler les coupes budgétaires en éducation des années d'austérité ni de dénoncer les lacunes qu'elle perçoit dans la Politique sur la réussite éducative dévoilée en juin 2017 ou le manque de valorisation de l'éducation et du rôle des enseignants.

## Améliorer les conditions

«Nous souhaitons une meilleure reconnaissance de l'expertise des enseignantes et enseignants et une amélioration de leurs conditions d'emploi, notamment sur le plan salarial et au niveau des ressources

mises à leur disposition», explique Sylvain Mallette.

Il soutient que le gouvernement a manqué à sa promesse de reconnaître l'expertise du corps enseignant et déplore l'absence de mesures concrètes à ce sujet dans la Politique de la réussite éducative. Selon lui, l'approche actuelle infantilise les enseignants en leur prescrivant comment faire leur métier, souvent sans égard au milieu et à la composition des classes dans lesquels ils doivent travailler. Il souhaite moins d'interventions directes du minis-

trère, des commissions scolaires, des directions d'écoles et des conseillers pédagogiques. «Cela ne signifie pas de laisser les enseignantes et enseignants faire tout ce qu'ils veulent à leur gré, précise-t-il. Il y a un programme de formation et des outils; au-delà de cela, laissons une marge de manœuvre au corps enseignant.»

Au Québec, environ un enseignant au primaire et au secondaire sur cinq quitte l'enseignement dans les cinq premières années de sa carrière. Les conditions d'emploi seraient largement en cause, selon la FAE. Les directions d'école et les commissions scolaires composeraient aussi régulièrement des classes compliquées, dans lesquelles beaucoup d'élèves éprouvent des difficultés de diverses natures, sans fournir de ressources suffisantes aux enseignants.

Sylvain Mallette déplore aussi que les enseignants québécois soient les moins bien payés au Canada. Selon Statistique Canada, au Québec, en 2014-2015, le salaire d'entrée était de 42 407\$, contre 49 774\$ au Nouveau-Brunswick et 51 263\$ en Ontario. Après dix ans, l'enseignant québécois touchait 61 684\$, contre respectivement 74 053\$ et 94 612\$ pour ses collègues néo-brunswickois et ontariens. Il faut 15 ans au Québec pour atteindre le plus haut échelon salarial, contre 11 au Nouveau-Brunswick et 10 en Ontario.

La FAE réussira-t-elle son pari de propulser l'éducation sous les feux de la rampe de la campagne électorale? «Cinquante ans après l'adoption du Rapport Parent, il faut encore expliquer l'importance de l'école publique au Québec, avance Sylvain Mallette. Ce sujet doit être à l'ordre du jour des Québécois et les partis doivent se prononcer clairement sur lui pendant la campagne.»

## La rentrée du milieu de l'audiovisuel à l'INIS

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

Chaque année, les étudiants reprennent le chemin de l'école. Mais pour ceux qui ont choisi l'Institut national de l'image et du son (INIS), les études sont une pause dans leur vie professionnelle.

«Le milieu du cinéma et de la télévision a lui aussi sa rentrée. Cette année, on accueille à l'INIS 20 nouveaux étudiants dans le cadre de nos programmes ordinaires», lance Jean Hamel, directeur des communications de l'Institut. Ces derniers y vont se former en documentaire, en écriture de long métrage, de série de fiction, en média interactif et en jeux vidéo. La moyenne d'âge des étudiants de l'INIS est de 30 ans. «On parle de gens qui ont déjà une formation et de l'expérience pratique à différents titres. À l'INIS, ils développeront de nouvelles compétences et consolideront celles qu'ils ont déjà», explique le directeur.

L'offre de l'INIS se divise en trois grandes catégories. Il y a les programmes ordinaires qui offrent des formations d'une durée de six à dix mois. Ce sont des formations à temps plein qui exigent une présence quasi quotidienne et qui impliquent beaucoup d'exercices pratiques et de travaux en équipe. L'Institut dispense aussi une formation professionnelle continue où l'on offre des cours à la carte dont la durée varie d'une journée à six semaines. Et finalement, l'INIS propose des formations sur mesure pour des individus ou des entreprises en fonction de leurs besoins particuliers.

Les étudiants de l'INIS proviennent de différents milieux et représentent une vaste diversité professionnelle. «La grande majorité d'entre eux occupent des fonctions dans le domaine de l'audiovisuel, mais il y a aussi des gens qui ne sont pas issus du milieu et qui viennent acquérir de nouvelles compétences», raconte Jean Hamel. On le sait, la vidéo est de plus en plus présente sur le Web. Par exemple, des journalistes peuvent désormais y avoir recours ainsi que des entreprises qui ont des stratégies de placement sur les réseaux sociaux. «Des comédiens, aussi, viennent chercher des formations pour développer leurs propres projets et se mettre en valeur», précise Jean Hamel.

Parmi les cours offerts à la carte, il y en a un qui plaît particulièrement aux journalistes: le microprogramme en réalisation documentaire. «En six

semaines, on passe à travers toutes les étapes de production documentaire d'un court métrage de huit minutes, de la recherche d'un sujet à l'élaboration d'un scénario, de la manipulation des équipements de prise de vue et de prise de son au montage. C'est une formation qui donne suffisamment de compétences pour pouvoir réaliser des projets modestes», précise Jean Hamel.

D'autres microprogrammes se greffent à l'offre de l'INIS. Une formation de 55 heures en production télévisuelle regroupe elle aussi des étudiants d'horizons différents: des chercheurs, des producteurs juniors, des réalisateurs et des scénaristes qui veulent en connaître davantage sur la réalité du monde de la télé. Jean Hamel ajoute fièrement: «Peu importe le programme, ce qu'on veut faire à l'INIS, c'est montrer la réalité du monde professionnel. C'est la grande distinction qu'on peut faire par rapport à d'autres établissements de formation.»

## Du nouveau en 2019

En avril dernier, on annonçait du nouveau à l'INIS: un programme de formation qui sera spécialement conçu pour répondre aux attentes des communautés autochtones et de la diversité culturelle. Ce programme, qui a obtenu le soutien financier de Netflix, s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'INIS au cours des dernières années.

Encore en pleine élaboration, ce programme intensif d'une durée de six mois accueillera sa première cohorte composée de neuf étudiants en 2019. «Ce qu'on veut avec ce nouveau programme d'apprentissage c'est lancer un message d'ouverture», explique Jean Hamel, conscient qu'il existe un phénomène d'autocensure empêchant certaines personnes de poser leur candidature à l'Institut. «Parfois, il manque peut-être à certains des éléments qui permettent d'être acceptés dans nos programmes. On ne veut pas lésiner sur le plan de la qualité, mais les critères de sélection tiendront compte de certains des candidats qui auraient auparavant eu du mal à passer au travers du processus», précise-t-il.

L'entente avec Netflix inclut également l'octroi de bourses d'études qui permettront aux professionnels émergents des communautés autochtones et de la diversité culturelle d'accéder aux autres programmes offerts par l'Institut.

La moyenne d'âge des étudiants de l'INIS est de 30 ans. Ces derniers y vont se former en cinéma, en média interactif et en jeux vidéo.

Égalité des chances pour les élèves

et école publique

vont de paire.

Financement public

et école publique

AUSSI!

— ALLIANCE  
DES PROFESSEURS  
ET DE  
MONTREAL —

## RENTRÉE SCOLAIRE

## L'art pour tous

MARIE FRADETTE

Collaboration spéciale

Parallèlement au système d'éducation traditionnel existe une école singulière sans but lucratif qui permet de rendre l'art accessible à tous. Dirigé par Natasha S. Reid depuis janvier 2017, le Centre des arts visuels, situé rue Victoria à Montréal, offre un enseignement accessible, basé sur la collectivité et le partage.

Fondé en 1946, le Potters'Club, qui prendra en 1969 le nom qu'on lui connaît aujourd'hui, est mené par des femmes qui, dès le départ, ont à cœur de partager leur amour et leur connaissance de l'art dans un esprit de collectivité. Cette mission reste profondément ancrée dans les objectifs du centre, comme le souligne M<sup>me</sup> Reid. « On reçoit beaucoup de gens qui sont intéressés par les arts, mais qui ne veulent pas nécessairement aller dans une école structurée comme une université. Nous voulons donner une accessibilité aux arts tout en offrant une éducation de haute qualité. Et surtout, on offre une communauté. C'est un endroit chaleureux, convivial, social, ouvert à tous, qui ne demande d'ailleurs aucun portfolio pour entrer. Notre plus jeune élève a 3 ans et le plus âgé en a 95. »

L'accessibilité et la diversité d'approches qu'offre l'école vont au-delà des 300 cours et plus qui sont offerts dans l'établissement chaque année. En effet, porté par le désir de bâtir une réelle communauté autour de l'art, le centre reste attentif aux besoins des gens de tous âges et de tous horizons. Le programme « Éveil des arts », subventionné par différents organismes, permet ainsi aux professeurs de se déplacer dans



L'accessibilité et la diversité d'approches qu'offre le Centre des arts visuels vont au-delà des 300 cours et plus qui sont offerts dans l'établissement chaque année.

MATT AVOTTE

les centres communautaires ou les écoles et de donner des ateliers gratuitement. « C'est un programme pour les gens qui ont, par exemple, des difficultés financières, des gens qui vivent de l'exclusion sociale, des aînés à mobilité réduite, etc. On veut donner des cours d'art spécialisés pour les besoins de chaque groupe » explique la directrice.

Par exemple, ils offrent des séances permettant à des enfants et à des personnes âgées de partager un même projet. « Dernièrement, on avait un groupe du Centre des aînés de Pointe-Saint-Charles et une classe de 4<sup>e</sup> année de l'école Charles-Lemoyne. Ils ont travaillé ensemble sur le thème du jardin. C'est très touchant de voir les relations entre les personnes âgées et les enfants. L'art permet de socialiser, d'échanger », explique M<sup>me</sup> Reid.

## Un travail d'équipe

Cette approche inclusive trouve écho dans les classes où les enseignants — tous des artistes contemporains

qui ont une pratique active — veulent d'abord et avant tout créer des liens, aider chacun des élèves, offrir une éducation personnalisée. « Pour ce faire, les groupes sont petits. Ils comptent autour de 15 personnes, maximum. Ainsi, les professeurs ont le temps de s'intéresser aux intérêts des étudiants », explique Natasha Reid. D'ailleurs, aucune note, aucun bulletin n'est remis après les cours. L'évaluation se transforme ici plutôt en période de discussions pendant lesquelles étudiants et maître échangent autour des projets, développent un sens critique, parlent ensemble des résultats obtenus, des processus, des difficultés et des suites. Et si les étudiants veulent pousser leur réflexion, les enseignants peuvent donner des devoirs, mais rien n'est obligatoire. C'est offert à la demande.

Véritable travail d'équipe, cette façon de faire non seulement favorise la socialisation et tout ce qui l'entoure, mais encourage à poursuivre. « L'an passé, j'ai suivi un cours d'aquarelle ici. C'était bon de voir comment fonctionne la dynamique

dans une classe en tant qu'étudiant. J'ai vu ce que c'était une équipe, une collaboration avec les autres », raconte la directrice, qui s'est d'ailleurs inscrite à un autre cours cet automne. « Le professeur est avant tout un guide qui facilite les échanges dans le cours. Il encourage, motive et conseille. Il n'est pas là pour décider ce qui est bon ou non », ajoute-t-elle.

L'idée de développer un sens critique participe nécessairement de cette approche, de cet enseignement sans contrainte. « L'art permet de penser, d'avoir une vision sur la vie. C'est toujours intéressant de découvrir celle des autres. L'art est relié à la vie. L'art est la vie », résume Reid. Si la programmation vivante, le dynamisme et l'enthousiasme des professeurs restent des éléments clés pour captiver les étudiants, ce centre, qui combine créativité et esprit communautaire, est pour la directrice un endroit essentiel dans notre société — en manque de lieu d'échange — afin de partager, de découvrir et de faciliter l'accessibilité à l'art.

## SOLUTIONS

SUIITE DE LA PAGE C 4

pression qui affecte leur santé. C'est une pression semblable qui est présente partout dans le monde de l'enseignement, où par définition l'enseignant est soumis à un stress constant.

Si le projet des EGES a d'abord pointé des sujets, des préoccupations et des thèmes, lors du deuxième rendez-vous on voulait aller plus loin en soumettant des pistes de solution et en insistant sur des propositions porteuses, sur des éléments à défendre. « En présence de la ministre, des représentants des partis politiques et des représentants patronaux — avec qui on a souvent des points en commun de revendications —, on a pu transmettre notre message, et ce, au seuil de la campagne électorale », souligne la présidente.

« La rentrée va donc se jouer sous l'angle de la campagne. Il a été intéressant de mettre sous les yeux des politiciens des éléments qu'on souhaite voir se refléter un jour dans leurs plateformes électorales. Il est clair que notre rôle est d'exprimer des attentes... et elles sont grandes! »



La rentrée se jouera sous l'angle de la campagne, affirme Caroline Quesnel, présidente de la FNEEQ.

OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR



# CHOISIR L'ÉDUCATION



depuis 50 ans!



**fneeq**  
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

AVEC LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC



## L'ÉCOLE PUBLIQUE :

celle qui prépare les élèves à la vraie vie !





**f l a f a e . q c . c a**